# CATASTROPHE

## DU CLUB INFERNAL,

## ET SA DÉNONCIATION;

Par l'Universel Audouin. (*)

PRÉSIDENCE DE M. BARRÈRE DE VIEUSAC.

---

*Onde homicide e ciascun' che malé fiere*
*Guastatori, e predon tutti tormenta*
*Lo giron primo per diverse schiere.* ( 1 )

Inferno del Dante. Canto XI.

---

MONSIEUR BARRÈRE DE VIEUSAC venoit d'être nommé président, et selon l'usage du Club infernal, il avoit choisi pour secrétaire LOYS et NICOLAS. Chacun étoit à son poste, et avoit juré de le défendre, ou d'y mourir.

---

( 1 ) Nous donnerons pour la commodité des citoyens Colporteurs la traduction de ce passage du Dante. » Les brigands et les homicides étoient enfermés dans le premier Donjon, où tous les tourmens de l'enfer pesoient sur leur tête. « *Enfer du Dante Chant XI.*

(*) NOTA. *Pourquoi cette depêche n'a-t-elle pas paru* 15 *jour plutôt? C'est que le citoyen* Maret *ne veut jamais faire entrer dans ses calculs économiques ni l'intérêt du public, ni la gloire des Auteurs!*

LEVASSEUR demande la parole pour une motion d'ordre. Je suis loin, dit-il, de blâmer la société dans le choix qu'elle vient de faire. Certes malgré sa deconvenue, Barrère mérite toute notre confiance et nous lui devions au moins la présidence pour le dédommager de la courte honte que des *malveillans* lui ont préparé jusque dans le sein de notre incorruptible société. Mais je dois me plaindre de ce que vous renouvellez trop souvent votre bureau. Je n'ai encore assisté qu'à trois de vos séances, et voici le 5e. président que j'y vois. Ne craignez-vous pas, messieurs, d'avilir la première place de la République, en la prodiguant tous les jours, et ne voyez-vous pas que pendant le court espace d'un jour il est bien difficile de saisir l'esprit d'une assemblée, de prendre le ton convenable, de poser les questions, de balancer les suffrages et de compter les voix? Tout cela tient plus à l'habitude qu'au génie. Tout cela influe sur les délibérations, et de tout cela dépend la dignité d'une assemblée et la sagesse de ses décisions. Je demande donc que loin de renouveller votre bureau tous les jours, celui-ci soit declaré permanent jusqu'à la fin des dangers de la patrie.

JAGOT. Nous devons nous rendre d'autant plus volontiers à cette fraternelle invitation du préopinant, qu'aux raisons générales qui en appuyent le principe, nous pouvons ajouter les raisons particulières d'estime, de confiance et d'attachement qui nous lient à *Barère.*

DUHEM. On sait que l'instabilité du pouvoir lui ôte toute son énergie. On est toujours disposé à mépriser un chef qu'on est toujours prêt à voir

quitter sa place... J'appuie la motion de toutes mes forces.

BOULANGER monte à la tribune. (1) A l'aspect de cette figure inconnue, il s'élève un murmure général dans l'assemblée. Chacun se demande quel est ce jeune audacieux qui ose ainsi paroître dans une société sans avoir passé par les formalités de la réception? On crie d'un côté à bas. On crie de l'autre, c'est l'auteur du *Despotisme*. Boulanger calme et serein laissé écouler ce flot tumultueux, et d'une voix douce comme celle de l'abbé de *Montesquiou*, dit: Je n'abuserai point, messieurs, de l'avantage que vous venez de m'accorder par l'extrême défaveur avec laquelle vous m'avez accueilli. Je pourrois récriminer et vous faire entendre des vérités bien dures; mais ce n'est pas pour cela que je suis à votre tribune. Je viens combattre la motion de *Levasseur*, et vous en faire sentir les inconvéniens....

( *Tapage et trepîgnemens de pieds.* )

Le président consulte l'assemblée, qui décide que *Boulanger* sera entendu.

BOULANGER. Tous les hommes sont naturellement despotes: et de toutes les passions humaines celle de dominer est la premiere à germer dans le cœur de l'homme, la plus rapide à s'accroître, et la derniere à s'éteindre.

HEBERT. C'est pour cela que la France est

---

( 1 ) Je n'ai pas besoin de prévenir l'honorable lecteur que ce *Boulanger* ci n'est pas le Boulanger de la Section des Gardes Françaises, guillotiné avec la Commune rebelle.

devenue une pétaudière où tout le monde veut gouverner, et où personne ne s'entend (1).

BOULANGER. Voyez l'enfant au collége, observez le même au berceau, et vous reconnoîtrez dans tous ses mouvemens, et dans toutesses habitudes ce désir ambitieux de subjuguer sa nourrice et ses camarades. Suivez l'homme dans sa domesticité, l'orateur à la tribune, le maître dans son atelier, le président dans son comité, le colon dans son habitation, et vous verrez chacun de ces individus lutter aigrement et lutter sans cesse pour s'arroger une autorité despotique sur ses enfans, sur ses auditeurs, sur ses garçons, sur sescollègues sur ses valets. Ce n'est peut-être pas le vœu de la nature; mais je déclare que c'est un effet nécessaire de l'ordre social.

GRANET. Et moi je déclare que les principes de *Boulanger* sont anti-sociaux, anti-moraux, et anti-révolutionnaires, anti....

BOULANGER. Ta déclaration n'y changera rien. Considerez tous les peuples, parcourez l'histoire, vous n'y trouverez guères que des noms d'esclaves et de tyrans.

AMAR. La République Française y mettra bon ordre.

ANACHARSIS-CLOOTZ. Tout l'univers ne formera bientôt plus qu'une seule et même société de frères et d'amis On viendra du Congo, du Pegu et du Kamtchatka prendre des leçons d'humanité, de vertu et de liberté dans la capitale du globe. (*On rit.*)

---

(1) Le *Père Duchène* parloit quelque fois sans jurer.

BOULANGER. Les Républiques, sorte de confédération peut-être la plus despotique de toutes, mais dont l'amour de la liberté donne sans doute la premiere idée, les Républiques maintiennent avec soin leur indépendance, augmentent avec ardeur leur puissance, leurs richesses et leurs forces, dans le seul objet d'asservir.

DUTILL. Je dénonce à la société, et je dénoncerai au Tribunal Révolutionnaire, l'orateur perfide qui avilit ici les autorités constituées, qui entretient correspondance avec les émigrés, et cherche à dissoudre la République Française.

NICOLAS. En mon ame et conscience le fait est constant.

BOULANGER. Il est au moins constant que vous êtes deux imbécilles, si vous n'êtes pas deux fripons. Les Lacédémoniens si vantés, ont réduit les Ilotes en esclavage et les Messeniens au désespoir. Leur empire fut aussi dur que leur caractere; ils employèrent, pour asservir la Grece, tantôt la violence, tantôt la ruse, mais toujours des moyens désavoués par l'humanité.

Les Romains, exaltés par l'esprit patriotique le plus étonnant, ravagèrent et conquirent les trois quarts du monde alors connu.

Les Anglais, idolâtres de leur liberté, qu'ils ont acquise et défendue par les armes même du fanatisme, étendent sur l'Asie un sceptre de fer, et tyrannissent implacablement tout ce qui approche leurs possessions.

Les Hollandais, qui ont acheté leur indépendance par tant d'industrie, de sagesse et de patience, oppriment sans pudeur et sans pitié les

peuples que les mers les plus étendues sembloient protéger et mettre à l'abri de leur cupidité.

Qui ne connoît l'astuce, la cruauté et les vexations des petites Républiques Italiennes, dont la politique est le chef-d'œuvre de la tyrannie ?

LOYS. C'est que par-tout et toujours l'aristocratie régla le sort des peuples. Mais lorsque les peuples reveillés enfin de leur profond sommeil voudront eux-mêmes régler leurs comptes, alors vous verrez disparoître de dessus la surface de la terre, l'astuce, les cruautés et les vexations, dont *Boulanger* n'accuse les Républiques anciennes et modernes, que pour avoir occassion de calomnier la nôtre.

BOULANGER. Je ne calomnie personne. Mais tel est et tel fut toujours l'univers couvert tour-à-tour de tyrans et d'esclaves. Car les tyrans en forgeant les fers des malheureux qu'ils enchaînent, aiguisent ceux qui doivent les renverser un jour.

ROBESPIERRE. Je vois que ceci s'adresse à moi. Il est clair que cet orateur de café est payé par mes ennemis pour venir m'insulter jusqu'aux enfers; mais je méprise souverainement ses allusions et ses injures ; je ne les craignois pas, lorsque je faisois la guerre aux tyrans et aux fripons. Pourquoi les craindrois-je lorsque je ne fais la guerre à personne ?

Citoyens, si je vous rapelle quelque fois les persécutions dont je fus l'objet, vous ne m'en ferez point un crime. Vous n'avez rien de commun avec les tyrans qui m'ont poursuivi. Les cris de l'innocence opprimée ne sont point étrangers à vos cœurs, et vous méprisez, ainsi que moi, les

perfides insinuations de *Boulanger*. ( On rit d'un côté et on murmure de l'autre ) .

BOULANGER. Tel est et tel sera toujours l'homme successivement despote et asservi. Car l'homme dénaturé par l'esclavage devient aisément le plus féroce des animaux, s'il échape un instant à l'oppression. Il n'y a qu'un pas du despote à l'esclave , et le fer le franchit aisément.

DUHEM. On prend des gardes.

BOULANGER.

Et la garde qui veille aux Barrières du Louvre
N'en défend pas les rois.

Si tous les hommes aiment à dominer, ceux à qui la societé déféra le premier rang , ceux qui comme vous , messieurs , s'y trouvent portés par des circonstances soudaines et imprévues , doivent bien goûter plus vivement les plaisirs de l'autorité , et s'efforcer d'en reculer les bornes. Si les principes que je viens de développer sont généralement reconnus.

*Plusieurs voix*. Vos principes ne sont point généralement reconnus ; ils sont faux , arbitraires , insoutenables.

BOULANGER. Si les principes que je viens de développer sont incontestables.

*Les mêmes voix*. Non , mille fois non. Ce sont les principes de *Brissot* , de la Gironde , les principes de *Pitt* et de *Cobourg* , les principes du *Comité Autrichien*.

BOULANGER. Si les principes que je viens de développer sont éternels comme la nature.

*Les mêmes voix*. Ils sont faux, traîtres et contre-révolutionnaires comme toi.

LE PRÉSIDENT. De par tous les diables, messieurs, finissons, et n'interrompez pas toujours.

BOULANGER. Si les principes que je viens de développer sont ceux de J. J. Rousseau, de Mabli, de Marat et de tous les grands publicistes; je conclus que, si vous voulez conserver même l'ombre de la liberté, vous ne devez pas laisser passer plus d'un an sans renouveller vos administrations, et plus d'un jour sans changer vos bureaux. (*murmure*)

LE PRÉSIDENT. La discussion est fermée. Je vais mettre la question aux voix. Que ceux qui sont d'avis de ne renouveller les bureaux qu'à la fin des dangers de la patrie, veuillent bien se moucher. *Tout le monde se mouche.* Que ceux qui veulent qu'on renouvelle les bureaux tous les jours etc. . . *personne ne se mouche.* Arrêté qu'on ne renouvellera les bureaux qu'à la fin des dangers de la patrie. (*Applaudissemens*).

HEBERT. Les Subsistances sont au grand ordre du jour. Je demande que, toute affaire cessante, on s'en occupe. Il n'arrive pas un chien de la haut qui ne se plaigne et de la cherté des denrées et de l'ineptie des agences. Moi je pense que ce sont ces foutus marchands qui manigancent avec ces B... d'aristocrates de nouvelles trames pour affamer le peuple.

Les aristocrates de leur côté en accusent les Jacobins, et disent pour raison que toutes les administrations étant dans leurs mains, c'est ou sottise ou méchanceté si les administrés sont malheureux. Quoiqu'il en soit, il s'agit de prendre des mesures pour conserver notre crédit, sans reculade et sans bassesse. Il s'agit de savoir si nous conserverons

les requisitions et le *maximum*, sans soulever le peuple qui est cruellement las de nos sotisses, mais qui les souffre par paresse, par habitude et un peu par nécessité.

AMAR. Il ne faut pas trop s'y fier. Le peuple est une bête féroce que nous avons moitié endormie, moitié emmuselée ; si elle vient à se réveiller, si elle rompt sa museliere, elle nous dévorera. Or de tous les moyens de la réveiller, le plus efficace peut-être c'est la disette, et de tous les moyens le plus propre à amener la disette, c'est le *maximum* et les réquisitions.

ROBESPIERRE. Il n'y a que des aristocrates ou des ignorans qui puissent soutenir cette opinion. On sait que le *maximum* a sauvé la France. Sans le *maximum* et les réquisitions il n'y auroit pas un grain de blé dans les greniers, et pas une bouteille de vin dans les caves. C'est le *maximum* et les réquisitions qui, empêchant les denrées de sortir de la République, ont entretenu l'abondance dans les marchés, la liberté dans le commerce, l'industrie dans les campagnes, les plaisirs dans les villes et le pair dans les changes. C'est le *maximum* et les réquisitions qui sans violence et sans secousse transporteront des mains des riches dans celles des Sans-culottes l'odieux superflu avec lequel ceux-là comptoient remettre ceux-ci dans les fers. Je demande donc que le *maximum* et les réquisitions soient maintenus dans toute l'étendue de la République.

DANTON. Et moi je demande la suppression du maximum et des réquisitions. (Mouvement génér de surprise et d'indignation.)

*F*

ROBESPIERRE. Tu n'as pas la parole.

DANTON. Qui me l'otera ?

HÉBERT. Tu n'as pas toujours parlé dans ce sens-là.

DANTON. C'est que je n'ai pas toujours été de bonne-foi.

VADIER. Il faut le chasser de la tribune.

DANTON. Je t'attends.

*Plusieurs Voix.* Il faut crier à ne pas s'entendre.

DANTON. Le bruit ne me fait pas peur.

GRANET. Il faut appeller les tribunes à notre secours.

DANTON. L'habitude t'aveugle.

LE PRÉSIDENT. Messieurs, malgré la réputation de *Janus* que m'ont faite *Gorsas* et *Fréron*, je serai juste une fois dans ma vie. Je naurai point deux poids et deux mesures, je soutiendrai vos droits et ne souffrirai pas plus qu'on les viole dans un parti que dans l'autre. Je maintiens la parole à Danton.

DANTON. Je la tiens de ma force, et non de ta volonté.

TOUS. Quel orgueuil !

DANTON. Je viens donc combattre à votre tribune le *maximum* et les réquisitions. Je viens démasquer de grands scélérats, et revêlerde grandes vérités.

LEVASSEUR. On t'en empêchera.

DANTON. Il est plus facile à un carabin manceau de traîner des victimes au Tribunal Révolutionnaire, que d'empêcher Danton de parler.

HÉBERT. Prétends-tu nous gouverner ?

DANTON. Non, je prétends vous anéantir. (on rit.

DUTILL. Cap de bious, il me fait trembler !

ROBESPIERRE. Où irai-je me cacher?

DANTON. Peu m'importe vos frayeurs et vos menaces, je ferai mon devoir et je commence.

Ce fut dabord une très grande idée que celle du Gouvernement Révolutionnaire, et je ne doute point que dans des têtes plus habiles ou moins scélérates que les vôtres, elle n'eût sauvé la France. Jamais aucun gouvernement ne fut aussi puissant, n'eut plus de moyens, et ne déploya plus d'énergie que le gouvernement Français déclaré révolutionnaire. Tout fut à la fois à votre disposition. Les hommes et les choses; et pour y mettre les évenemens il n'étoit question que de savoir mieux diriger ces forces. Mais des eunuques politiques et des jongleurs sanguinaires se sont emparés du gouvernail, et ont tout perdu. Les *réquisitions* n'ont servi qu'à nourrir leur orgueil, leur luxure et leur cupidité. Le *maximum* est devenu entre leurs mains le signal de la disette et le tombeau de la liberté.

Je ne sais qui a dit que le *maximum* prolongé au-delà d'un an étoit le maximum de l'ineptie; moi j'ajoute, et de la scélératesse: car il n'y a que des scélérats qui aient pu vouloir suspendre aussi long-temps le mouvement vital dans le corps politique; il n'y a que des scélérats qui aient cru pouvoir fixer pour toujours le prix des marchés que la nature des choses a rendues nécessairement libres.

LÉONARD BOURDON. Je rapelle Danton à l'ordre; il insulte la Convention, qui a décreté le *maximum*.

DANTON. Et moi je te rapelle au bon sens. C'est donc insulter la Convention que d'examiner les effets désastreux d'une loi qu'une minorite re-

belle lui arracha dans les tems de trouble et de désolation. C'est donc insulter la Convention que de dévouer à l'infamie, l'infâme loi du 22 Prairial. Ah! pardieu, messieurs les sots, vous ne parviendrez pas plus à m'embarrasser par vos sophismes, qu'à m'étourdir par vos cris. Vous aurez beau vouloir vous cacher derrière la Convention quand vous ferez de hautes sottises, je saurai bien vous y trouver, et vous dénoncer au peuple sans manquer de respect a ses Représentans: j'engage Talien, Thuriot, et Dubois-Crancé d'en faire autant. Je poursuis.

La plupart des hommes entraînés par l'habitude ou séduits par des théories brillantes croient sans voir, marchent sans examiner, et jugent sans réflexion. La politique a ses chàrlatans comme la médecine et comme la religion, et ces charlatans, au grand détriment du peuple, n'ont cessé d'offrir depuis trois ou quatre ans des instrumens de tyrannie, en nous parlant de liberté; des spéculations d'extravagance, en nous vantant la sagesse; et des loix répressives, en déclamant contre les priviléges.

C'est de votre sein, c'est de votre antre ténébreux que sont sortis tous ces prestigiateurs démagogues et toutes les loix barbares qui nous ont plus fait de mal en 11 mois que la guerre, que la peste, que la grêle, que tous les fléaux réunis à la fois sur notre infortunée patrie.

AMAR. Tu t'écartes de la question.

DANTON. J'y rentre. Supposons que le prix commun du vin soit de 200 liv. de sorte que si le commerce en étoit libre au marché, il se vendît 200 liv.; une loi sort et ordonne qu'on ne le vendra que

150 liv. qu'arrive t-il ? tout l'ordre des choses est renversé ; le prix n'est plus le degré d'opinion que les hommes mettent au vin. Ce prix est devenu un acte arbitraire de la loi qui fait un tort réel aux vendeurs, et conséquemment doit en diminuer le nombre.

HÉBERT. Ne vous l'avois-je pas-bien dit que ce B. là étoit payé par les marchands.

DANTON. Tu l'as deviné. Qu'arrive-t-il encore? les vendeurs, dont la cupidité ou l'industrie résisteront à cette tyrannie, se conformeront le moins possible à la loi, cacheront leur vin, chercheront à le falsifier, et y réussiront, soit en y mêlant des matières de moindre valeur, soit en fraudant le poids et la mesure. Les exécuteurs de la loi, toujours essouflés, toujours en mouvement, toujours en guerre avec les marchands, pourront bien punir quelques coupables de ce délit arbitraire, sans faire cesser le monopole, et sur-tout sans ramener l'abondance : puisqu'une loi qui a contre elle et la nature des choses, et l'interêt des hommes ne peut jamais être constamment ni paisiblement observée et encore moins être utile à la cité.

NICOLAS. En mon ame et conscience le fait est constant.

DANTON. Je ne te demande pas ton avis. Qu'arrive t-il enfin? c'est que le moindre inconvénient de la loi du *maximum* étant son inutilité, tombe bientôt dans le mépris, et accoutume insensiblement le peuple à mépriser les autres. Alors, comme *tous les interêts particuliers se réunissent contre l'interêt général, qui n'est plus celui de personne, les vices publics ont plus de force*

*pour énerver les loix que celles-ci n'en conservent pour réprimer les vices.* Vainement on ajoute décrets sur décrets, arrêtés sur arrêtés, tout cela ne sert qu'à introduire de nouveaux abus, sans corriger les premiers. Plus on multiplie les loix, plus on les rend méprisables, et tous les surveillans ne sont plus que des complices de leur infraction.

HÉBERT. J. J. Rousseau a dit tout cela avant toi.

DANTON. Hé bien ! je le repete; et j'ajoute à son raisonnement celui-ci : le maximum est injuste ou inutile; il est injuste relativement à l'acquereur, s'il éleve le prix au-dessus du prix commun; il est injuste relativement au vendeur, s'il le place au-dessous; il est inutile, s'il atteint le niveau de la valeur.

AMAR. Cette théorie n'est bonne que dans les tems calmes.

DANTON brusquement. Ce qui est mauvais en soi, l'est en tout tems. Tous les peuples ont senti successivement les maux de ces taxes funestes par les disettes qu'elles ont entraînées. Leur premier effet est de faire fuir la denrée, et leur second de la faire monter excessivement en la rassemblant en peu de mains. Car tous les vendeurs ne sont ni assez criminels pour tromper la loi, ni assez hardis pour en braver les suites. Leur troisième effet est de surhausser la main d'œuvre et de mettre les maîtres à la merci de leurs garçons, et le public à la merci des maîtres.

Epouvantée de ces perpétuelles variations, la classe intermédiaire.....

AUDOUIN. Ah! nous y voilà; j'étois bien étonné que Danton, d'abord enragé, parce qu'il n'avoit pas de souliers, depuis aristocrate, parce qu'il

s'étoit fait 30 mille livres de rente, n'eût pas encore parlé de la *classe intermédiaire*. On en parle aussi à la Convention, on en parle dans les cafés, dans les boudoirs, dans les spectacles, on en parle partout. Mais quest-ce donc qu'entendent ces messieurs avec leur *classe intermédiaire*? Il nous semble à nous qu'il n'y a de *classe intermédiaire* que là où il a trois ordres. Une classe intermédiaire n'est donc autre chose qu'une classe aristocratique et contre-révolutionnaire. L'égalité est ennemie de toute classe intermédiaire, et je soutiens qu'il ne peut y avoir qu'un girondin, un royaliste et un muscadin, qui réclame une classe intermédiaire. ( 1 )

DANTON. Je ne m'arrêterai point à repousser les calomnies mille fois ressassées sur mes richesses et mon aristocratie. Heureusement l'opinion de *l'universel Audouin* neforme pas encore l'opinion publique, et malgré ses sanglantes épigrammes contre les *Pantalons politiques*, et ses déclamations éloquentes contre la classe intermédiaire, il faudra bien convenir qu'il peut y en avoir une dans une République démocratique; il faudra convenir qu'entre les gens riches, qui, comme le général Audouin, passent leur vie à faire des épigrammes faciles et des *journaux universels*, et les prolétaires qui n'ont rien et qui ne tiennent à rien, il se trouve une classe honorable et utile, qui se

---

( 1 ) J'en demande pardon à Audouin, mais si la classe intermédiaire est aristocrate, que sera donc la première? Au reste nous ne prétendons nullement par cette question infirmer le mérite et railler la logique d'Audouin. Nous ne voulons que nous instruire. Note de l'Éditeur, comme chacun sait.

compose des artisans, des rentiers, des marchands, des artistes, des laboureurs, des gens de lettres, qui tous ayant fait des sacrifices énormes à la révolution, ont droit d'en attendre la liberté de leurs opinions, la sûreté des personnes, et la propriété de leurs travaux. C'est cette classe qui se plaint avec raison de payer en vertu, du *maximum*, le savon à 10 liv., le beurre à 4 liv., les souliers à 15 liv., la viande à 30 sous, et le vin à 40 : voilà l'effet de vos loix ; voilà le produit de vos manœuvres.

ROBESPIERRE (*timidement*). J'accuse Danton de mauvaise foi : le mal dont il se plaint ne provient pas du *maximum*, mais bien de l'excès du numéraire mis en circulation.

DANTON (*avec véhémence*). Avant d'accuser quelqu'un de mauvaise foi, il faut être plus sûr de la sienne. *Robespierre* sait aussi bien que moi, que l'excès du numéraire ne se mesure ni d'après sa quantité absolue, ni d'après sa quantité mise en circulation, mais seulement d'après l'excès du nombre des acheteurs sur celui des vendeurs. La nature des choses a établi que les vendeurs se multiplieroient en proportion de celui des acheteurs. Mais si par des secousses imprévues, ou prévues par des pantalons, comme dit *Audouin*, cette proportion vient à être rompue, les monopoleurs, les agioteurs et les croupiers et toute cette race infernale vomie par Genève et Jérusalem, s'empare exclusivement du commerce, et nous met à la merci de leurs homicides spéculations.

LEVASSEUR (*ironiquement*). Et le remède à ces maux ?

DANTON (*vivement.*) C'est de vous taire, et de

de vous faire oublier. A la tête de presque toutes les lois modernes sont écrites ces paroles de fer : *régler et forcer.* Il faut espérer que les progrès de la raison et les bienfaits de la liberté dessilleront enfin les yeux de nos enfans, et y substitueront cette meilleure devise : *inviter et conduire.* Quelque soit la forme du gouvernement adopté par une nation, il est toujours de son intérêt de laisser aux citoyens la plus grande liberté de penser, d'écrire et de vendre, et de ne leur ôter précisément que ce qui peut nuire aux autres. Tout ce qui dépasse cette mesure est une erreur en morale, comme en politique. En tout l'exemple est contagieux ; les idées morales s'affoiblissent dans le peuple, à mesure qu'il craint pour sa sûreté. Il a recours à la ruse contre la force, et à la nature contre la patrie, si la patrie n'a rien de plus pour lui que pour les étrangers, et s'il n'y jouit pas de tous les droits de liberté, de propriété et de sûreté. Là où ces erreurs politiques sont plus grossières, vous verrez la nation devenir timide, puis dissimulée, puis lâche, puis engourdie, puis s'éteindre comme les autres, dans l'abîme profond des siècles et de l'oubli.

*Tous avec des baillemens convulsifs.* Des conclusions, des conclusions.

DANTON, *avec colere.* Des conclusions ? ma foi vous pouvez les tirer-vous-mêmes : j'ai fini.

Le président demande si personne n'a plus rien à dire sur les subsistances. On lui repond que non. Il met aux voix la question de savoir si le *maximum* et les *réquisitions* seront maintenus. Ils sont maintenus à la très grande majorité. On applaudit à plusieurs reprises.

AUDOUIN monte à la tribune. Il est pâle et

chancelant; il se rassure en voyant tous les regards le fixer avec complaisance. Il respire; et après avoir retracé les différentes conspirations dont l'univers fut le théâtre, depuis les Titans contre Jupiter, jusqu'à celle des Mirmidons contre les Jacobins, il dénonce les innombrables brochures qui pleuvent de toutes parts contre la Société. Il semble, dit-il, que les *Monarchiens*, les *Girondins*, les *Philipeautins*, les *Dantonistes*, les *Maratistes* et les *Talienistes* renaissent de leurs cendres, et se soient donné le mot, pour nous livrer tout-à-la fois au ridicule et à l'exécration publique. Tous les *pantalons politiques* profitent de notre dépopularité, pour nous donner des coups de pieds au cul; ils prétendent *substituer des jambes de bois aux jambes de Collot-d'Herbois*, et une tête de carton à la bonne tête de Billaud-Varennes. Mais ils auront beau faire, *la minorité attend dans le silence que l'esprit public soit formé*, et nous sauverons encore une fois la République.

Tous les membres jettent leurs chapeaux en l'air, en criant : *Vive la République !*

AUDOUIN. Je dénonce nominativement *l'Orateur du peuple*, qui se tire à quinze milles, et dont l'auteur n'est pas l'auteur. *L'Ami des Citoyens*, qui n'est pas celui du bon goût, et qui nous donne en détrempe les anciens principes de *l'Ami du roi*. *Le Journal de la liberté de la presse*, qui se répète qui se répéte, qui se répète, comme jadis l'abbé Trublet. Je dénonce toutes les queues de *Robespierre*, quoiqu'il n'y ait que la première de bonne. Je dénonce les *Noyades*, quoique le but en soit manqué, *l'Instrument révolutionnaire*, qui vaut mieux que son titre, *les Jacobins démasqués*,

qui n'ont rien de piquant que leur titre ; *l'Agonie des Jacobins*, etc. ; je dénonce sur-tout LE CLUB INFERNAL.

TOUS. *Le Club infernal* ! mais c'est le journal de nos séances.

AUDOUIN. Oui, oui c'est le journal de nos séances, mais rédigé avec une vérité si perfide et une si franche scélératesse, qu'à la franchise près on croit nous voir agir et nous entendre parler. L'auteur, payé sans doute par Pitt et Cobourg, nous met si crument à découvert, que nous sommes exposés sans défense à tous les traits de l'aristocratie.

TOUS. Il faut le chasser.

AMAR. Il faut le faire écrouer à la Force.

FOUQUIER. Il faut le guillotiner.

CARRIER. Il faut le noyer.

AUDOUIN. Il faut le reconnoître.

CAMILLE-DESMOULINS. Il faut le souffrir. Souffrez la vérité, Jacobins, puisque vous n'avez plus ni le moyen de payer des flatteurs, ni le pouvoir d'étouffer la lumière. *Qui male agit odit lucem.* Les tyrans et les sots craignent la lumière. Mais la lumière, plus forte que t utes vos barrières, vous a terrassé et a laissé voir dans toute leur difformité les traces épouvantables de tous vos forfaits.

BARRERE. Nous sommes rassasiés de ces tableaux.

CAMILLE. Vous n'êtes pas au bout. Puisque la pensée est sortie du cercueil où vous l'avez renfermée, vous entendrez la vérité, et son langage sera votre premier supplice. Vous m'avez fait guillotiner pour avoir osé vous dire que sous votre gouvernement le père n'osoit défendre son fils, la

fille abandonnoit sa mère ; l'ami trahissoit son ami, le découragement étoit dans toutes les ames, l'effroi étoit peint sur toutes les figures, la mort étoit sur toutes les têtes. Aujourd'hui tout le monde peut impunément vous faire ces reproches, tout le monde peut vous comparer à *Phalaris*, à *Néron*, à *Aureng-zeb*.

DUTILL. Cadédis jé crois que *Camille* nous lâche des épigrames. Jé me chargé de lui repondre dans le *Bulletin Republicain* : c'est un modéré.

CAMBON. C'est un fou. Ce n'est pas nous qui gouvernons.

CAMILLE. Ce n'est pas vous qui gouvernez immédiatement, mais vous gouvernez par vos agens. Les administrations, les agences, les sociétés populaires, les bureaux et les comités, tout est rempli de vos créatures et de votre esprit ; par quel moyen êtes-vous venus à bout de placer ainsi tous vos amis. En publiant, en criant à tue-tête que vous étiez les seuls patriotes, les seuls républicains, les seuls révolutionnaires. Entourés de fripons, d'abbés, d'houbereaux et d'écrivailleurs, vous êtes parvenus, à l'aide de ce cortège lâche et rampant, à donner au courage l'attitude de la sédition, à la vertu les livrées du vice, au patriotisme les couleurs de l'aristocratie. Voilà votre histoire, et voici mes conclusions. Je demande qu'au lieu de vous consumer en dénonciations vagues, en adresses mendiées, en assassinats nocturnes, vous laissiez à l'auteur du *Club infernal* et à tous les autres, le droit d'écrire et d'imprimer leurs opinions sauf, à en répondre devant les tribu-

FOUQUIER. Pourvu que ce tribunal soit le mien. Et pour en finir, je demande qu'on mette hors de la loi, ou qu'on traduise devant moi, tous les modérés qui osent blasphêmer la sainte doctrine des Jacobins.

CAMILLE. Il serait en effet très-commode pour des scélérats de votre espèce de clore la bouche et les yeux aux moutons de la nôtre. Je sens que la terreur et les échafauds vous conviennent beaucoup mieux comme moyens, que la justice et la raison; mais la justice innée dans tous les cœurs, en reprenant son cours accoutumé casse les auteurs et les instrumens de la tyrannie et rétablit la tranquillité dans les esprits, la clarté dans les idées, la justesse dans le langage, la liberté dans les opinions et l'équilibre dans la société. Malheur alors à tous les scélérats subalternes qui ont servi bassement le crime, et foulé aux pieds les saintes loix de la nature et de l'humanité! Malheur à tous les moustics de la révolution, qui ne sont sortis de la fange que pour piquer, mordre et déchirer tous les talens et toutes les vertus! Malheur à tous les histrions du patriotisme en linge sale et en cheveux gras, qui ont cru bêtement étouffer dans des flots de sang les réclamations de leurs victimes! Malheur. . . .

FOUQUIER. Malheur sur ta tête à toi-même, oiseau de mauvais augure! tu ne sais donc pas qu'on nous craint, qu'on craint nos révélations et nos aveus. Tu ne sais pas que j'ai de quoi fermer la bouche à tous mes accusateurs, et tel qui se montre aujourd'hui mon plus acharné persécuteur, doit redouter d'être bientôt connu comme un de mes plus anciens complices.

CAMILLE. Anciens et nouveaux, tous tes complices seront punis. Ton interrogatoire, qui doit commencer avant 15 jours, va donner à l'Europe qui l'attend la solution du problême suivant: Si *Robespierre*, *St. Just et Couthon* n'ont pu commettre seuls tous les crimes dont on les accuse, ils devoient avoir ou la Convention toute entière pour complice, ou des complices dans la Convention; de la solution de ce problême jaillira la lumière qui éclairera tous les mystères d'iniquités. Avant 15 jours le voile sera déchiré.

CARRIER. Tant mieux, morbleu, tant mieux. Nous avons barre sur vous. Nous allons tomber sur tous les contre-révolutionnaires. Quelle joie, quel moment!

CAMILLE. Moderes ta joie, *Carrier*. *Viales* est là qui te regarde, qui t'attend et qui jure que tu iras à l'échafaud. Le redoutable *Viales* est muni des pièces de conviction. Avec toi il a dénoncé *Hentz*, *Francastel*, *Richard*, *Choudieux*, *Lefebvre*, *Massé*, *Rossignol*, *etc.* comme auteurs, instigateurs et complices de la guerre de la Vendée. Déjà plus de 180 témoins sont assignés pour déposer contre vos arrêtés brutaux, vos réquisitions despotiques, vos pillages, vos incendies et vos assassinats. Déjà tous les bons esprits se rappellent les mémoires de l'infortuné *Philipeaux*, qui osa un des premiers lever un coin de ce voile mystérieux. Déjà tous les yeux se fixent sur cette affaire comme sur le pendule qui doit régler le mouvement de l'opinion publique.

CAMBON. Et tu crois que nous laisserons dérouler tranquillement ce prétendu tableau de nos crimes? n'avons-nous pas mille moyens secrets de

soulever le peuple contre nos ennemis et sommes-nous si novices en révolution, que de nous laisser gagner de vîtesse par eux ? pauvre *Camille* ! je te pardonne tes invectives en faveur de ta bonhomie.

CAMILLE. Et Moi je dis qu'on ne te pardonnera point à toi, et tes sots plans de finances, et ton infâme agiotage en faveur de ton ivrognerie et de tes indiscrétions. Je dis qu'on te demandera compte et des sommes que tu as fait passer en Suisse, et des larmes que tu as fait verser en France. Je dis encore qu'on voudra connoître et la source de ton immense fortune et la marche de tes liaisons politiques. Combien tu resteras hideux et vil lorsque, dépouillé de ton entourage, il te faudra comparoître devant le peuple que tu as trompé, pillé et vexé de toutes les manières. Ton argent ne te sauvera pas, 1°. parce que tu l'as volé, 2°. parce que tu n'auras ni le loisir, ni l'esprit de le répandre à propos.

BARRERE. Je déclare que *Camille Desmoulins* est un double contre-révolutionnaire.

NICOLAS. En mon ame et conscience le fait est constant.

VADIER. Ce n'est pas seulement *Camille Desmoulins*, mais *Boulanger* et *Danton* ne sont ici que les émissaires de *Pitt* et *Cobourg* et les échos de tous les aristocrates de France.

ROBESPIERRE. Je ne connois point les individus contre lesquels on prononce l'anathême bannal; mais il me semble que les opinions qu'ils ont émises à cette tribune compromettent la liberté publique.

LEVASSEUR. Elles sont attentatoires au droit du peuple.

PLUSIEURS VOIX. Il faut les chasser.

TOUS. Il faut les chasser. . . ( Les chapeaux volent, les cris se répètent : Il faut les chasser. ) *On prend les voix.*

La Société arrête unanimement que *Boulanger*, *Danton* et *Camille Desmoulins* seront rayés du tableau et chassés de la Societé. *Camille*, *Danton* et *Boulanger* se réunissent, s'embrassent et se retiroient assez tranquillement, lorsque, passant devant le siége de *Robespierre*, celui-ci fit un geste menaçant à *Danton*, qui, d'un vigoureux coup de poing, lui fait voler la cervelle. *Barrère*, que ce coup étonne, crie à ses gardes d'en faire arrêter l'auteur : mais *Boulanger* lui lance son *Despotisme* dans la poitrine et le tue; *Fouquier-Tainville* s'avance pour le venger, *Camille* l'attend de pied ferme, lui enfonce sa plume dans le ventre et le tue.

Toute l'infernale Société s'ébranle à la fois sous la conduite de *Billaud*, *d'Amar* et de *Collot-d'Herbois*. C'en étoit fait des trois orateurs exilés ; ils alloient être mis en pièces, lorsque *Danton* s'avisa de découvrir la déclaration des droits qu'il portoit sur la poitrine. Chose étonnanté ! La foudre n'est pas plus rapide, l'effet de cette apparition sur l'armée de *Ropespierre* fut aussi prompt et non moins terrible que celui du fameux bouclier d'Argant. *Vadier*, *Billaud*, *Collot* et tous leurs amis éblouis, étourdis, pétrifiés, immobilles comme des poutres, restent dans l'attitude où la *déclaration des droits* les a surpris, bouche béante, yeux fixes, col tendu, geste en l'air, et nos trois orateurs se retirent en riant, et traversant cette galerie de figures, dignes du pinceau de Calot ou des farces de Nicolet.

PILPAY.